

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 AOÛT 1919

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1919

Tableau XV : Non-Valeurs et Remboursements (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. HOUTART.

MESSIEURS,

Votre Section centrale vous propose d'approuver le Budget des Non-Valeurs et des Remboursements.

Aux articles 1 et 2 figurent des crédits non limitatifs de 700,000 francs et de 950,000 francs pour non-valeurs sur les contributions foncière et personnelle. En fixant ces chiffres, on a tenu compte, suivant la note à l'appui de ces prévisions (p. 564), de la grande quantité de dégrèvements qui devront être accordés à raison des faits de guerre.

L'article 6 (remboursement de droits indûment perçus) a soulevé nombre d'observations motivées par les renseignements qui sont parvenus à la Section centrale touchant les remboursements d'impôts perçus par le Gouvernement allemand.

(1) Budget, n° 407.

(2) La Section centrale, présidée par M. Poullet, était composée de MM. MECHÉLYNCK, BERTRAND et TIBBAUT, *vice-présidents*; MM. WAUWERMANS, HOUTART et VILAIN; IMPERIALI, PONCELET et PUSSEMIER; VAN LIMBURG STIRUM, FERON et BUYL; DELPORTE, PEPIN et LAMBORELLE; DEBUNNE, LIEBAERT et TROCLET; HONINCKX, DE KERCKHOVE D'EXAERDE et DE WOUTERS D'OCLINTER.

Questionné à ce sujet, M. le Ministre des Finances a transmis à la Section centrale la réponse suivante :

« J'ai ordonné la restitution des impôts payés par application des décrets de l'occupant, dans les cas et pour les motifs suivants :

» I. — Taxe sur les absents.

» Non seulement cette taxe était absolument exorbitante de notre régime d'impositions, comme l'exprime le rapport de la Section centrale sur le projet de loi transitoire de finances (*Doc. Chambre des Représentants*, n° 15), mais par son caractère pénal, elle heurtait toute saine notion juridique en matière d'impôt. En fait, quelques personnes seulement l'avaient acquittée, car l'occupant lui-même n'avait pas tardé à en abandonner le recouvrement.

» II. — Impôt sur la fortune mobilière.

» Décrété au mois de juillet 1917, cet impôt était à peine entré dans la phase de la perception à la veille de l'armistice, grâce, en grande partie, à l'inertie calculée de l'Administration belge, dont les chefs avaient combattu de toutes leurs forces le principe de cette innovation.

» La Section centrale l'a considéré aussi, à juste titre, comme exorbitante de notre régime fiscal.

» Dès lors, il était équitable d'accorder la restitution aux quelques personnes qui avaient payé sous l'influence de la crainte ou dans l'ignorance du mot d'ordre qui avait été répandu secrètement dans les sphères qu'il a été possible d'atteindre.

» III. — Les droits de douane étant incorporés dans les prix des marchandises entrées dans le commerce, il ne pouvait être question de leur remboursement.

» Exception a été faite pour le droit sur les quantités de sel, qui, au mois de janvier 1919, se trouvaient encore chez les sauniers, chez les marchands en gros ou dans les magasins de ravitaillement. La restitution a été décidée parce que l'équité commandait de mettre sur pied d'égalité les détenteurs de ces stocks et ceux qui, ayant laissé leurs marchandises en entrepôt, avaient pu en disposer librement dès l'armistice.

» IV. — De même, la perception des droits d'accise *entrés dans les prix de vente* des produits est naturellement irrévocable.

» Exception est faite à l'égard des sucres et des produits sucrés qui se trouvaient, au moment de l'évacuation du pays, dans les magasins communaux, chez des fabricants de confitures et chez des fabricants de miel artificiel. La restitution du droit d'accise supplémentaire et de la taxe spéciale établie par l'occupant (arrêtés du 1^{er} février 1917 et 25 avril 1918) était

la conséquence nécessaire, en toute justice, de la fixation de prix réduits dans l'intérêt de la consommation, prix dans lesquels il n'était plus tenu compte du droit et de la taxe dont il s'agit.

» V. — En matière de droits de timbre et d'enregistrement, l'occupant a édicté, au mois d'octobre 1917, diverses aggravations dont certaines étaient absolument excessives et qui toutes avaient le défaut d'avoir été établies *en dépit des protestations de l'Administration belge*. Ces protestations avaient été d'autant plus énergiques qu'à cette époque l'occupant grevait de plus en plus le budget de dépenses étrangères à l'administration du pays.

» Il ne pouvait être question de maintenir l'élévation au décuple et parfois au vingtuple des droits de timbre sur les titres d'actions et obligations émis par les sociétés civiles ou commerciales.

» Non moins intolérable était l'établissement d'un droit de timbre de 5 francs par mille sur les obligations émises par certaines institutions publiques : les provinces, les communes, la Société du crédit communal et la Société des chemins de fer vicinaux.

» La taxe annuelle d'abonnement sur les contrats d'assurance avait été relevée en dehors de tout esprit de proportionnalité : un taux était augmenté des deux tiers (de 3 p. M. à 5 p. M.), un autre quintuplé (de 2 centimes à 10 centimes par M.).

» Enfin, le doublement du droit d'enregistrement sur les contrats de société avait le grave défaut de créer une notable inégalité entre les sociétés belges dont les actes de constitution, de complément ou de prorogation avaient pu être passés et enregistrés de l'autre côté du front, et celle qui, en territoire occupé, avaient eu recours au ministère d'un notaire.

» Dans cet état de choses, il a paru équitable de restituer, à la demande des intéressés, tous les droits perçus en vertu de l'arrêté du 13 octobre 1917. »

Discutant cette réponse, la Section s'est trouvée partagée entre différentes opinions.

En droit :

Des membres ont émis l'avis que les remboursements étaient fondés sur l'article 1235 du Code civil, aux termes duquel « ce qui a été payé sans être dû est sujet à répétition ».

Suivant d'autres, dès lors que le Gouvernement allemand a grevé le Budget belge de dépenses étrangères à l'administration du pays et créé à cette fin des impôts exorbitants, l'identité a cessé d'exister, au point de vue fiscal, entre le pouvoir occupant et le Gouvernement belge. Les taxes perçues contrairement au droit des gens doivent être comptées au nombre des prélèvements et exactions dont le Traité de Paix exige la réparation (Annexe II du chapitre des réparations 10°); mais il ne peut être question de les rembourser à l'aide des ressources du Budget ordinaire de l'État belge.

En fait :

Au sujet du remboursement de l'impôt sur la fortune mobilière acquitté par un certain nombre de contribuables, plusieurs membres ont fait remarquer que les avis furent multipliés, de la part des personnes les plus autorisées, pour détourner le public de se soumettre à la perception de cet impôt.

Il est difficile d'admettre, dans le chef d'un contribuable quelconque, l'ignorance de ces avis. Ceux qui ont payé l'impôt ou fait une déclaration quelconque pour éviter les sanctions annoncées, ont affaibli la résistance que recommandait le patriotisme et ne méritent pas les faveurs de l'Administration.

Quant au timbre des actions et obligations, un membre a signalé que le prix en est compris dans le taux d'émission des titres, de sorte que, finalement, c'est le public souscripteur et non l'établissement émetteur qui en a supporté la charge. En remboursant à ce dernier, on lui octroie un bénéfice.

Les circulaires relatives au remboursement des taxes susdites sont annexées au présent rapport.

Sous l'article 8 est comprise la remise consentie à la Banque Nationale de la bonification de $\frac{1}{4}$ % par semestre sur l'excédent de la circulation moyenne des billets au delà de 275 millions de francs, en tant que cet excédent correspond à des avances faites à l'État.

Réserve faite de ces observations, votre Section centrale vous propose, Messieurs, d'adopter le projet de Budget des Non-Valeurs et Remboursements.

Le Rapporteur,
MAURICE HOUTART.

Le Président,
P. POULLET.

ANNEXE I.

Bruxelles, le 18 décembre 1918.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

Par arrêté du 16 janvier 1915, le pouvoir occupant avait établi, à charge des Belges absents du pays, un impôt qu'un arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles, confirmé le 1^{er} mai 1916 par la Cour de cassation déclara n'être qu'une taxe à la fois coercitive et punitive, véritable peine civile, n'ayant de l'impôt direct que le nom et l'apparence extérieure.

Le Gouvernement belge, dans une protestation qu'il formula au Havre dès qu'il eut connaissance de cette imposition, déclara que les sommes payées seraient sujettes à restitution après la libération du territoire. Je vous autorise, Monsieur le Directeur, à accorder d'office aux intéressés, la décharge des cotisations acquittées ou restant dues, ainsi que le remboursement des frais.

Le Ministre des Finances,

LÉON DELACROIX.

ANNEXE II.

Bruxelles, le 24 janvier 1919.

A Monsieur le Directeur des Contributions.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

Les droits de douane établis sous le régime de l'occupation sont devenus caducs, au fur et à mesure de la libération du territoire. Progressivement le tarif belge, tel qu'il existait au mois d'août 1914, est donc rentré en vigueur pour les marchandises à dédouaner, les perceptions antérieurement faites conservant toutefois un caractère définitif.

L'application de cette dernière règle réagit fortement sur le marché du sel du fait que, par suite de l'élévation du droit, le sel ayant acquitté

L'impôt est grevé à l'excès par rapport au sel qui, déposé d'abord dans les entrepôts, a pu en sortir librement. La constitution, aux approches de l'hiver, de gros stocks a compliqué plus encore cette situation.

A raison de ces circonstances de nature tout à fait exceptionnelle, j'ai décidé, pour ramener l'égalité, mais sous les réserves très expresses qui suivent, d'accorder la restitution des droits précédemment acquittés sur les sels qui se trouvent encore en stock chez les saumiers, les marchands en gros ou dans les magasins de ravitaillement :

1° En ordre principal, le remboursement est subordonné à la double obligation, incombant aux intéressés, de *représenter le sel* et d'administrer la preuve formelle que les droits de ce chef ont été effectivement payés.

2° Les requérants *sont tenus de produire*, à l'appui de leur demande, une déclaration détaillée indiquant, de façon très précise, le lieu de dépôt, la spécification des colis, les quantités de sel, les dates de dédouanement et *les acquits d'entrée délivrés*.

3° Il sera procédé, tant au point de vue de la nature que des quantités, à une vérification minutieuse des marchandises déclarées. En seront chargés les employés des douanes ou, à leur défaut, les employés des accises, sous la direction des contrôleurs et inspecteurs.

Les détenteurs de sel doivent mettre les employés à même d'effectuer les constatations avec aisance et promptitude. Ils auront, à ces fins, à fournir la main-d'œuvre, les instruments de mesurage ou de pesage et tous engins nécessaires.

4° Les agents vérificateurs auront soin de notifier aux détenteurs de sel :

a) Qu'aucune rectification des quantités déclarées ne sera admise après le commencement de la vérification ;

b) Que le remboursement des droits sera refusé s'il est constaté, soit que les quantités existantes sont inférieures à celles déclarées, soit qu'il a été usé de manœuvres illicites quelconques.

5° Indépendamment de la vérification des marchandises, il y a lieu, pour fixer l'identité du sel, d'examiner de très près les justifications produites et de réclamer, pour contrôle, la communication des factures, livres de commerce, correspondances, etc.

6° Les dispositions utiles devront être prises pour que les vérifications et recherches dans les dépôts des requérants soient menées activement et terminées partout le plus tôt possible, cette précaution étant de nature à empêcher que des sels, déjà inventoriés, ne soient transportés subrepticement vers des dépôts où le recensement serait encore à faire.

7° Les détenteurs de sels, même vérifiés, ne pourront opérer aucun enlèvement avant d'en avoir reçu l'autorisation du contrôleur. Cette autorisation ne sera accordée que lorsque les divers dépôts auront été recensés,

et les détenteurs seront prévenus que, dans l'intervalle, les agents de l'Administration se réservent d'effectuer de nouvelles vérifications si l'utilité en est reconnue.

8° Procès-verbal d'ordre est dressé pour constater les résultats des vérifications et investigations; ce procès-verbal est transmis aux contrôleurs qui ont à faire rapport sur chaque cas.

9° Les dossiers sont soumis dans les Directions provinciales à un examen attentif. Sauf empêchement, des ordonnances de restitution peuvent être émises ensuite dans la forme ordinaire.

Je vous prie, Monsieur le Directeur, de donner les instructions nécessaires aux agents sous vos ordres que la chose concerne, en leur recommandant instamment d'user de vigilance pour que les droits en jeu ne soient remboursés qu'à bon escient.

Veuillez aussi informer de cette décision les pétitionnaires dont vous trouverez les requêtes incluses.

Le Ministre des Finances,

LEON DELACROIX.

ANNEXE III.

Bruxelles, le 26 mars 1919.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

Par rapport du, vous soumettez diverses questions soulevées par l'application de la circulaire du 18 décembre 1918, n° 863, qui a autorisé la décharge des cotisations acquittées en matière de taxe sur les absents ainsi que le remboursement des frais.

Eu égard aux circonstances, des dispositions toutes spéciales se justifient en l'occurrence.

Aux intéressés qui en feront la demande, vous pourrez donc accorder des intérêts moratoires ($4\frac{1}{2}\%$) l'an, à dater du jour où a été effectué le paiement de la terre remboursée.

Quant aux frais exposés en justice, l'avocat ou l'avoué de l'Administration déclarera que le fisc s'offre à les acquitter, sur production d'un état taxé par le juge compétent, état dont les receveurs sont autorisés à payer le

montant par forme d'avance. Devant le tribunal, en procédure d'opposition, semblable déclaration suffira sans doute — l'impôt étant remboursé — pour que l'affaire soit radiée, d'accord avec la partie adverse. Par contre, devant les Cours d'appel saisies de recours, il sera nécessaire de demander fixation des affaires et de s'en référer à justice pour obtenir un arrêt qui statuera quant aux dépens; parmi ceux-ci, j'estime toutefois, d'accord avec vous, qu'il n'y a pas lieu d'admettre les honoraires des avoués qui, en l'espèce, ont agi comme simples fondés de pouvoirs.

Vous voudrez bien, Monsieur le Directeur, vérifier attentivement les états de frais produits avant d'en proposer la liquidation au moyen de déclaration n° 84.

Au nom du Ministre,
Le Directeur général,
(S.) CLAVIER.

Copie de la dépêche qui précède est transmise à Monsieur le Directeur des Contributions à. pour information et exécution.

Le Directeur général,
(S.) CLAVIER.

ANNEXE IV.

Bruxelles, le 27 mai 1919.

A Monsieur le Directeur de l'Enregistrement et des Domaines.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

J'ai décidé de restituer aux intéressés qui en feront la demande l'impôt sur la fortune mobilière qui a été perçu en vertu de l'arrêté du 29 juillet 1917 ainsi que les droits *supplémentaires* d'enregistrement et de timbre — y compris les taxes sur les contrats d'assurance — qui ont été payés en exécution de l'arrêté du 13 octobre 1917.

La restitution doit être sollicitée avant le 1^{er} janvier 1920.

Vous êtes autorisé à admettre en dépense les frais exposés par l'Administration dans les procédures engagées aux fins d'obtenir le remboursement des impôts désignés ci-avant; il en est de même quant aux frais faits par la partie demanderesse si elle sollicite le remboursement de ces frais.

En ce qui concerne les droits de timbre sur les actions et obligations, j'ai arrêté les dispositions suivantes :

Lorsqu'il s'agit de droits afférents à des actions ou obligations de *société*, la restitution sera effectuée par le receveur du timbre extraordinaire du siège social, alors même que, à raison des événements de guerre, le timbrage aurait été autorisé dans un autre bureau.

La restitution est subordonnée, en principe, à l'annulation du timbre et à l'apposition d'une nouvelle empreinte. Toutefois, cette formalité ne sera pas exigée en ce qui concerne les titres au porteur dont la société ne serait plus détentrice et qu'il lui serait impossible de représenter au receveur.

Pour la facilité du contrôle, il sera joint à chaque article du sommier n° 42 un relevé détaillé des sommes à restituer, avec l'indication de la date et du numéro de chacune des perceptions rectifiées. Ce relevé sera visé par le bénéficiaire de l'ordonnance de restitution; il sera tenu à la disposition des employés supérieurs.

Il conviendra, en outre, de mentionner l'article du sommier n° 42 en marge des annotations de la fiche n° 142.

Les sommes remboursées en exécution de la présente décision resteront passibles de remises au profit des comptables.

Si une demande en restitution a trait à des titres créés par une province, une commune ou la Société du Crédit communal, il m'en sera référé avant d'y donner suite.

Veuillez, Monsieur le Directeur, porter ce qui précède à la connaissance de tous les fonctionnaires de votre ressort que la chose concerne.

Le Ministre des Finances,

LÉON DELACROIX.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 3 Augustus 1919.

ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET DIENSTJAAR 1919

Tabel XV : Onwaarden en Terugbetalingen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **HOUTART**.

MIJNE HEEREN,

Uwe Middenafdeeling stelt u voor, de Begrooting der Onwaarden en Terugbetalingen goed te keuren.

Bij de artikelen 1 en 2 komen niet beperkte credieten voor ten beloope van 700,000 frank en 950,000 frank voor onwaarden op de grondbelasting en de personeele belasting. Bij het vaststellen dezer cijfers heeft men, volgens de nota tot rechtvaardiging dier ramingen (blz. 564), rekening gehouden met de talrijke ontheffingen welke men wegens de oorlogsfeiten zal moeten verleenen.

Artikel 6 (terugbetaling van verkeerdelijk geheven rechten) gaf aanleiding tot tal van aanmerkingen op grond van de inlichtingen, die bij de Middenafdeeling zijn ingekomen betreffende de terugbetaling van door de Deutsche Regeering geheven belastingen.

(¹) Begrooting, n° 107.

(²) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer POULLET, bestond uit de heeren MECHELYNCK, BERTRAND en TIRBAUT, *ondervoorzitters*; de heeren WAUWERMANS, HOUTART en VILAIN; IMPERIALI, PONCELET en PUSSEMIER; VAN LIMBURG STIRUM, FERON en BUYL; DELPORTE, PEPIN en LAMBORELLE; DEBUNNE, LIEBAERT en TROCLET; HONINCKX, DE KERCHOVE D'EXAERDE en DE WOUTERS D'OPLINTER.

Hieromtrent ondervraagd, deed de Minister van Financiën aan de Middenafdeeling het navolgend antwoord geworden :

« Ik heb bevel gegeven tot terugbetaling der belastingen, krachtens de decreten van den bezetter betaald, in de volgende gevallen en om de volgende redenen :

» I. — Taxe op de afwezigen.

» Niet alleen was deze heffing volkomen vreemd aan ons belastingstelsel, zooals blijkt uit het verslag der Middenafdeeling over het ontwerp van overgangswet op de financiën (*Stukken der Kamer*, n^o 15), doch door haar strafrechtelijken aard was zij in strijd met elk gezond juridisch begrip in belastingzaken. Feitelijk hadden slechts enkele personen die heffing betaald, want de bezetter zelf had aldra ervan afgezien ze te doen innen.

» II. — Belasting op het roerend vermogen.

» Met de invordering van deze belasting, bij decreet ingevoerd in de maand Juli 1917, had men namelijk kort vóór den wapenstilstand een aanvang gemaakt, dank zij, grootendeels, de opzettelijke traagheid van het Belgisch Bestuur, waarvan de hoofden uit al hunne krachten zich tegen het beginsel dezer nieuwigheid hadden verzet.

» De Middenafdeeling heeft ook deze terecht beschouwd als zijnde vreemd aan onze fiscale regeling.

» Bijgevolg was het billijk, de terugbetaling toe te staan aan de enkele personen die betaald hadden onder den invloed van vrees of omdat zij niet wisten wat in 't geheim werd overeengekomen in de middens waar men geraken kon.

» III. — Daar de tolrechten begrepen zijn in de prijzen der koopwaren die in den handel werden gebracht, kan hier geen sprake zijn van terugbetaling.

» Uitzondering werd gemaakt voor het recht op de hoeveelheden zout, welke, in Januari 1919, nog voorhanden waren bij de zoutzieders, bij de groothandelaars of in de magazijnen van bevoorrading. Tot de terugbetaling werd beslist, omdat, naar de eischen der rechtvaardigheid, op gelijken voet dienden te worden gesteld de bezitters van die hoeveelheden en zij, die over hunne in de opslagplaats gelaten koopwaren vrijelijk konden beschikken vanaf den wapenstilstand.

» IV. — Eveneens kunnen de accijnsrechten, die in *den verkoopprijs der producten werden begrepen*, niet terugbetaald worden.

» Uitzondering wordt gemaakt voor suiker en suikerhoudende producten welke, bij de ontruiming des lands, voorhanden waren in de gemeente-

magazijnen, in de jamfabrieken en bij de fabrikanten van kunsthonig. De terugbetaling van het bijkomend accijnsrecht en van de bijzondere door den bezetter ingevoerde taxe (besluiten van 1 Februari 1917 en 25 April 1918) was, *naar alle billijkheid, het noodzakelijk gevolg van het vaststellen van verminderde prijzen in het belang der verbruikers*, prijzen waarbij geen rekening meer gehouden werd met het accijnsrecht en met bedoelde taxe.

» V. — In zake zegel- en registratierechten heeft de bezetter, in de maand October 1917, tal van verzwareningen uitgevaardigd, waarvan sommigen volstrekt overdreven waren en die alle het gebrek hadden te zijn ingevoerd *ondanks het verzet van het Belgisch Bestuur*. Dit verzet was des te krachtiger geweest, daar te dien tijde de bezetter hoe langer zoo meer de begrooting bezwaarde met uitgaven, die vreemd waren aan 's lands bestuur.

» Er kon geen sprake van zijn, het zegelrecht op de titels van aandelen en obligatiën, door de burgerlijke maatschappijen of de handelsvennootschappen uitgegeven, met eene tienvoudige en soms twintigvoudige verhooging te handhaven.

» Even onduidbaar was het heffen van een zegelrecht van 5 frank per duizend op de obligatiën uitgegeven door sommige openbare instellingen : de provinciën, de gemeenten, de Maatschappij voor Gemeentecrediet en de Maatschappij der Buurtspoorwegen.

» De jaarlijksche abonnementsstaxe op de verzekeringscontracten werd buiten elke verhouding verhoogd : soms werd zij met twee derden verhoogd (van 3 p. D. tot 5 p. D.), soms werd zij vervijfvoudigd (van 2 centiemen tot op 10 centiemen per D.)

» Ten slotte, had de verdubbeling van het registratierecht op de contracten van vennootschap het groot gebrek, eene merkelijke ongelijkheid tot stand te brengen tusschen de Belgische vennootschappen waarvan de akten van oprichting, van uitbreiding of van verlenging konden verleden worden en geregistreerd aan de andere zijde van het front, en de vennootschappen welk, in het bezette gebied, zich tot het ambt van eenen notaris hadden gewend.

» Onder deze omstandigheden scheen het billijk, al de krachtens het besluit van 13 October 1917 geheven rechten, op verzoek van de belanghebbenden, terug te betalen. »

Bij de bespreking van dit antwoord liepen de meeningen in de Afdeeling uiteen.

In rechten :

Leden hebben de meening uitgebracht dat de terugbetalingen steunden op artikel 1233 van het Burgerlijk Wetboek, krachtens welk artikel « wat betaald is zonder verschuldigd te zijn, kan worden teruggevorderd ».

Anderen meenen dat, zoodra de Duitse Regeering de Belgische Begrooting heeft bezwaard met uitgaven, die vreemd waren aan 's lands bestuur, en met dit doel overdreven belastingen heeft ingevoerd, de identiteit, in fiscaal opzicht, opgehouden heeft te bestaan tusschen de bezettende macht en de Belgische Regeering. De taxes, die in strijd met het volkenrecht werden geïnd, moeten begrepen worden in de vooraflichtingen en de opvorderingen, waarvan het herstel wordt geëischt door het Vredesverdrag (Bijlage II van het hoofdstuk « Herstel » 40°); er kan echter geen sprake van zijn, deze terugbetalingen te doen door middel van de inkomsten der gewone Staatsbegrooting.

In feite :

Betreffende de terugbetaling der belasting op het onroerend vermogen, die door een zeker getal schatplichtigen werd betaald, deden verscheidene leden opmerken dat de meest gezaghebbende personen het publiek meermaals hebben aangezet, zich aan de heffing dier belasting niet te onderwerpen.

Bezwaarlijk is het aan te nemen dat niet alle schatplichtigen daarvan op de hoogte waren. Wie de belasting heeft betaald of eenige aangifte deed om de aangekondigde straffen te vermijden, heeft den weerstand, door de vaderlandsliefde opgelegd, verzwakt en verdient geen begunstiging vanwege het Bestuur.

Wat het zegel der aandeelen en obligatiën betreft, werd door een lid er op gewezen, dat de prijs daarvan begrepen is in het bedrag van de uitgifte der titels, zoodat, ten slotte, de inschrijver, niet de instelling welke de uitgifte deed, daarvan den last heeft gedragen. Doet men de terugbetaling aan de instelling, dan kent men haar een voordeel toe.

De omzendbrieven betreffende de terugbetaling van voormelde taxes zijn aan dit verslag toegevoegd.

In artikel 8 is begrepen de afstand, aan de Nationale Bank, van de uitkeering van $\frac{1}{4}$ % per halfjaar op het overschot van het gemiddeld getal in omloop zijnde biljetten boven 275 millioen frank, in zooverre dit overschot overeenkomt met de voorschotten aan den Staat gedaan.

Mits deze opmerkingen, stelt uwe Middenafdeeling u voor, Mijne Heeren, het ontwerp van Begrooting der Onwaarden en Terugbetalingen goed te keuren.

De Verslaggever,
MAURICE HOUTART.

De Voorzitter,
P. POULLET.

BIJLAGE I.

Brussel, 18 December 1918.

MIJNHEER DE BESTUURDER,

Bij besluit van 16 Januari 1915 had de bezettende macht, ten laste van de buiten het land zijnde Belgen, eene belasting ingevoerd, welke door een arrest van het Hof van Beroep te Brussel, door het Verbrekingshof bevestigd den 1^{en} Mei 1916, verklaard werd slechts te zijn eene dwang- en straftaxe, eene echte burgerlijke straf, die alleen den naam en den uiterlijken schijn der rechtstreeksche belasting had.

Zoodra de Belgische Regeering kennis had gekregen van deze belasting, heeft zij te Le Havre daartegen verzet aangeteekend en verklaard dat, na de bevrijding van het grondgebied, de betaalde sommen zouden terugbetaald worden. Ik machtig U, Mijnheer de Bestuurder, de afschrijving der betaalde of nog te betalen sommen, alsmede de terugbetaling der kosten aan de belanghebbenden van ambtswege toe te staan.

*De Minister van Financiën,*LÉON DELACROIX.

BIJLAGE II.

Brussel, 24 Januari 1919.

*Aan den heer Bestuurder der Belastingen.***MIJNHEER DE BESTUURDER,**

De onder de bezetting gevestigde tolrechten hebben opgehouden van toepassing te zijn naarmate het grondgebied werd bevrijd. Het Belgisch tarief is dus, zooals het bestond in de maand Augustus 1914, opnieuw geleidelijk van kracht geworden voor de te vertolten goederen, terwijl de vroeger gedane heffingen niettemin beschouwd worden als voorgoed gedaan te zijn.

De toepassing van dezen laatsten maatregel beïnvloedt in groote mate de markt van het zout, ten gevolge van het feit, dat, naar aanleiding van de verhooging van het recht, het zout, waarvoor de belasting werd betaald, op overdreven wijze is belast in verhouding tot het zout dat, vooreerst in de opslagplaatsen neergelegd, daaruit vrijelijk kon weggehaald worden. Het samenstellen van aanzienlijke voorraden, bij het naderen van den winter, heeft dezen toestand nog meer verward.

Uit hoofde van deze omstandigheden van gansch uitzonderlijken aard, heb ik, ten einde de gelijkheid te herstellen, doch mits de navolgende zeer uitdrukkelijke voorbehoudingen, beslist de terugbetaling toe te staan van de rechten, welke vroeger werden betaald op het zout dat nog voorhanden is bij de zoutzieders, de groothandelaars of in de magazijnen van bevoorrading :

1° In hoofdzaak wordt de terugbetaling afhankelijk gemaakt van de dubbele verplichting voor de belanghebbenden, *het zout voor te leggen* en het stellig bewijs te leveren dat de rechten uit dien hoofde werkelijk betaald werden.

2° De aanvragers *zijn gehouden*, tot staving hunner aanvraag, eene omstandige verklaring in te dienen, waarbij op zeer nauwkeurige wijze worden aangeduid de opslagplaats, de nadere opgave der colli, de hoeveelheden zout, de datums van vertolling en *de afgeleverde invoerkwijtschriften*.

3° Zoowel de aard als de hoeveelheden der aangegeven koopwaren zullen nauwgezet onderzocht worden. Met dit onderzoek zijn belast de tolbeambten of, bij dezer ontstentenis, de accijnsbedienden, onder de leiding der controleurs en inspecteurs.

Zij, die zout voorhanden hebben, moeten de beambten in staat stellen om met gemak en spoed de bevindingen te doen. Te dien einde moeten zij verschaffen de werklieden, de meet- of weegtoestellen en alle vereischte werktuigen.

4° De verificateurs zullen er zorg voor dragen, aan de zoutbezitters ter kennis te brengen :

a) Dat, eens het onderzoek begonnen, geene wijziging hoegenaamd in de aangegeven hoeveelheden wordt toegelaten ;

b) Dat de terugbetaling der rechten geweigerd wordt, zoo men bevindt dat ofwel de bestaande hoeveelheden geringer zijn dan de aangegeven hoeveelheden, ofwel gebruik werd gemaakt van welkdanige ongeoorloofde middelen.

5° Onverminderd het nagaan van de koopwaren, dient men, om de identiteit van het zout vast te stellen, de voorgelegde bewijsstukken zeer nauwkeurig te onderzoeken en het overleggen der rekeningen, der handelsboeken, der briefwisseling te eischen om ze te kunnen onderzoeken.

6° De vereischte schikkingen dienen te worden genomen om de keuringen en opsporingen in de opslagplaatsen der aanvragers met spoed door te drijven en zoodra mogelijk overal te voleinden; door deze voorzorg kan men beletten dat reeds opgenomen zout ter sluik worde overgebracht naar opslagplaatsen, waar de opneming nog moet geschieden.

7° Zij, die zout voorhanden hebben, al werd dit reeds nagegaan, mogen geene hoeveelheid hoegenaamd wegnemen, alvorens daartoe gemachtigd te zijn door den controleur. Deze machtiging wordt alleen dan verleend wanneer de verschillende opslagplaatsen opgenomen zijn, en de bezitters zullen verwittigd worden dat de aangestelden van het Bestuur intusschen tot een nieuw onderzoek kunnen overgaan, zoo dit nuttig wordt bevonden.

8° Proces-verbaal van ordelijke schikking wordt opgemaakt om de uitkomsten der keuringen en opsporingen vast te stellen; dit proces-verbaal wordt overgemaakt aan de controleurs die over elk geval verslag moeten uithbrengen.

9° In de provinciale Besturen worden de stukken aan een aandachtig onderzoek onderworpen. Zoo er geen beletsel is, mogen daarna bevelschriften tot terugbetaling in den gewonen vorm worden afgeleverd.

Ik verzoek u, Mijnheer de Bestuurder, de noodige onderrichtingen te geven aan de onder uwe bevelen staande beambten wien de zaak aanbelangt, en er tevens op te drukken, dat zij er moeten voor zorgen, dat bedoelde rechten slechts met kennis van zaken worden terugbetaald.

Gelief ook van deze beslissing kennis te geven aan de aanvragers, wier verzoekschriften bij dezen zijn gevoegd.

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

BIJLAGE III.

Brussel, 26 Maart 1919.

MIJNHEER DE BESTUURDER,

Bij verslag van . . . , onderwerpt gij verscheidene vraagstukken naar aanleiding van de toepassing van den omzendbrief van 18 December 1918, n° 863, waarbij machtiging wordt verleend tot afschrijving der betaalde aanslagen in zake belasting op de afwezigen, alsmede tot terugbetaling der kosten.

Ten aanzien van de omstandigheden zijn gansch bijzondere schikkingen in dit geval gebillijkt.

Aan de belanghebbenden, die de aanvraag daartoe doen, kunt gij dus achterstalligen interest (4 1/2 t. h. 's jaars) uitbetalen te rekenen van den dag waarop de teruggevorderde belasting werd betaald.

Wat de gerechtskosten betreft, zal de advocaat of de pleitbezorger van het Bestuur verklaren dat de fiscus bereid is om ze te betalen na overlegging van een door den bevoegden rechter vastgestelden staat, waarvan de ontvangers het bedrag bij wijze van voorschot mogen uitkeeren. Voor de rechtbank, bij de behandeling van het verzet, zal zoodanige verklaring ongetwijfeld volstaan — daar de belasting is terugbetaald — om in onderling overleg met de wederpartij de zaak van de rol af te voeren. Integendeel, voor de Hoven van Beroep, bij welke het beroep is aangebracht, zal het noodzakelijk zijn te vragen, een datum voor de zaken vast te stellen en zich te houden aan het gerecht om een arrest te bekomen, dat over de gerechtskosten beslist; met u ben ik het echter eens dat onder deze kosten niet dient te worden verstaan het honorarium der pleitbezorgers die, in onderhavig geval, als eenvoudige zaakgelastigden hebben gehandeld.

Gelieve, Mijnheer de Bestuurder, de overgelegde staten der onkosten met aandacht te onderzoeken alvorens de vereffening ervan voor te stellen door middel van model-verklaring n^o 84.

Namens den Minister,
De Directeur-generaal,
(Handt.) CLAVIER.

Afschrift van dit schrijven is overgemaakt aan den heer Bestuurder der Belastingen te ter kennisneming en uitvoering.

De Directeur-generaal,
(Handt.) CLAVIER.

BIJLAGE IV.

Brussel, 27 Mei 1919.

Aan den heer Bestuurder der Registratie en der Domeinen.

MIJNHEER DE BESTURDER,

Ik heb beslist de belasting op het roerend vermogen, welke krachtens het besluit van 29 Juli 1917 werd geheven, alsmede de *bijkomende* registratie-

en zegelrechten — met inbegrip van de taxes op de verzekeringscontracten — welke werden betaald ter uitvoering van het besluit van 13 October 1917, terug te betalen aan de belanghebbenden, die zulks aanvragen.

De terugvordering moet worden aangevraagd vóór 1 Januari 1920.

Gij wordt gemachtigd onder de uitgaven op te nemen de kosten, door het Bestuur gedaan in de vorderingen ingesteld tot het bekomen van de terugbetaling der gemelde belastingen; hetzelfde geldt voor de kosten veroorzaakt door de eischende partij, zoo zij de terugbetaling dezer kosten aanvraagt.

Wat de zegelrechten op de aandelen en obligatiën betreft, heb ik volgende schikkingen vastgesteld :

Wanneer er sprake is van rechten die betrekking hebben op aandelen of obligatiën van *vennootschappen*, zal de terugbetaling worden gedaan door den ontvanger van het buitengewoon zegel der plaats waar de vennootschap is gevestigd, zelfs dan wanneer, uit hoofde van de oorlogsgebeurtenissen, het zegelen toegelaten werd in een ander kantoor.

De terugbetaling is, in beginsel, afhankelijk van de vernietiging van het zegel en van de aanbrenging van een nieuwen stempel. Deze formaliteit zal echter niet worden vereischt voor de titels aan toonder, waarvan de vennootschap niet meer in het bezit mocht zijn en die zij den ontvanger niet meer zou kunnen overleggen.

Om de contrôle te vergemakkelijken, wordt aan elk artikel van het hoofdregister n° 42 eene omstandige opgave der terug te betalen sommen gevoegd, met aanwijzing van den datum en het nummer van elk der gewijzigde heffingen. Die opgave zal bekleed worden met het visa van hem, ten bate van wien het bevelschrift tot terugbetaling werd uitgevaardigd; zij zal ter beschikking van de hogere ambtenaren worden gehouden.

Bovendien zal het passen het artikel van het hoofdregister n° 42 te vermelden in margine der aantekeningen van het kaartje n° 142.

Op de ter uitvoering van deze beslissing terugbetaalde sommen worden, zooals vroeger, kortingen toegekend aan de rekenplichtigen.

Heeft de vraag tot terugbetaling betrekking op titels uitgegeven door eene provincie, eene gemeente of de Maatschappij voor Gemeentecrediet, dan zal mij dit ter kennis worden gebracht, alvorens aan de zaak gevolg te geven.

Gelieve, Mijnheer de Bestuurder, van het bovenstaande kennis te geven aan al de ambtenaren van uw gebied, wien de zaak aanbelangt.

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

